



LSAP

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

15 OCT 2019

1334

Monsieur Fernand Etgen  
Président de la Chambre des Députés  
Luxembourg

Luxembourg, le 15 octobre 2019

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 83 de notre Règlement interne, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de la Justice.

La violence en famille est un fléau dont la prévention, la détection et la répression posent problème.

En France, les députés de l'Assemblée nationale viennent d'adopter en première lecture une proposition de loi qui prévoit une série de mesures pour lutter contre les violences conjugales, dont notamment la mise en place du « bracelet électronique antirapprochement ».

Ainsi, le bracelet électronique permettra de signaler à distance que l'auteur de violences conjugales se trouve à proximité de la victime à qui a été attribué un dispositif de téléprotection, qui permet également de déterminer sa localisation. Les modifications au code de procédure pénale prévoient le port du bracelet électronique notamment dans les cas de mise en examen pour violences conjugales, dans les cas de comparution par procès-verbal ou de comparution immédiate pour violences conjugales ou dans le contexte d'un aménagement de peine dans les cas de la libération conditionnelle.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame la Ministre estime-t-elle qu'une telle mesure puisse également être introduite par une loi au Luxembourg ?
- Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport à l'utilisation du bracelet électronique comme moyen visant à assurer le respect d'une interdiction de rapprochement d'un auteur de violences face à sa victime ?
- Une telle mesure devrait-elle être liée à un régime d'accompagnement psycho-social de l'auteur pour éviter la récidive ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.



Alex Bodry  
Député